

Réforme de MaPrimeRénov' : un pas en avant, deux pas en arrière !

S'il a confirmé l'augmentation significative du budget de MaPrimeRénov' et augmenté le montant des aides pour la rénovation globale, le gouvernement persiste à faire fi des propositions du secteur et à complexifier l'accès aux aides pour les particuliers.

La FFB est bien entendu favorable au développement de la rénovation globale, mais pas au détriment de travaux individuels qui représentent 90 % des travaux soutenus par MaPrimeRénov'. Pourquoi casser ce qui marche ? Pourquoi exclure des aides un ménage qui souhaite simplement isoler ses parois ? Pourquoi exiger qu'il installe un équipement renouvelable (même s'il a déjà changé sa chaudière récemment) ou le forcer à effectuer une rénovation globale avec le recours obligatoire à un accompagnateur ?

Cette décision aura des effets dévastateurs pour une filière performante, que l'Etat a encouragé à se développer et qui est déjà insuffisamment soutenue par les CEE.

Alors que les marchés de la rénovation sont encore loin de ce qu'ils devraient être, on a l'impression que la seule priorité est la suppression du gaz et que l'on y sacrifie l'isolation. Encore un grand coup de volant. Encore un changement et une complexité supplémentaire pour les ménages qui vont finir par ne plus rien comprendre.

La FFB a déjà alerté sur le recours obligatoire à un accompagnateur qui risque de freiner le marché dès le 1er janvier prochain du fait d'un nombre insuffisant d'acteurs agréés et d'une répartition hétérogène sur le territoire.

Elle rappelle également que l'ANAH devra absorber dès le 1er janvier la lourde gestion des dossiers CEE sur la base de l'objectif des 200 000 rénovations pour 2024 et demande que tous les moyens soient mis en œuvre pour assurer le démarrage.

Pour Olivier Salleron, président de la FFB : « Les fausses bonnes idées, ça suffit. Le marché est devenu trop compliqué. Après la construction neuve, est-il nécessaire de faire peser un risque sur le marché de la rénovation ? »